



COUNTRY RESOLUTIONS ADOPTED AT THE NGOs FORUM PRECEDING THE 60TH ORDINARY SESSION OF THE AFRICAN COMMISSION ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS AND 34TH AFRICAN HUMAN RIGHTS BOOKFAIR
4-6 MAY, 2017 - PALAIS DES CONGRES - NIAMEY, NIGER

CRES/001/05/17: Résolution sur la situation au Burundi

Le Forum des ONG, réuni lors de la 60^{ème} Session Ordinaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples (la Commission), à Niamey, Niger

Extrêmement Préoccupé par l'impasse politique persistante continuant d'entraver la recherche d'une solution pacifique à la crise au Burundi et par les nouveaux refus exprimés par les autorités burundaises de s'engager dans un dialogue inclusif avec l'opposition et la société civile indépendantes ; *Rappelant* la décision du Conseil de Paix et de sécurité de l'Union africaine du 17 décembre 2015 soulignant que « *seul un dialogue sincère et véritablement inclusif, fondé sur le respect de l'Accord d'Arusha et de la Constitution du Burundi, pourra permettre aux parties prenantes burundaises de surmonter les graves difficultés que connaît leur pays ainsi que de renforcer la cohésion sociale, la démocratie et l'État de droit* » ;

Profondément préoccupé par la détérioration continue de la situation sécuritaire et des droits humains dans le pays et la poursuite, après deux ans de crise, des assassinats ciblés et exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, actes de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, crimes sexuels, arrestations et détentions arbitraires massives et autres violations graves des droits humains ;

Rappelant que la Commission a conclu à la suite de son enquête au Burundi que des violations graves et massives des droits humains ont été commises depuis avril 2015 en grande majorité par les forces de sécurité du gouvernement burundais en collaboration ou pas avec la milice *Imbonerakure* ; et *Gardant à l'esprit* que le rapport de l'enquête indépendante des Nations unies au Burundi (EINUB) a mis en avant que des violations des droits humains « *systématiques et constantes* » sont commises au Burundi, et que « *le danger du crime de génocide est grand [...] étant donné l'histoire du pays* » et *Rappelant* que le Secrétaire général des Nations unies a indiqué dans son rapport de février 2017 sur le

Burundi que « *les facteurs potentiels d'une escalade de la violence demeurent bien présents* »;

Demeurant extrêmement préoccupé que les Tutsi soient des cibles privilégiées de la répression des forces de sécurité burundaises et *Alarmé* par la recrudescence des opérations de représailles à l'encontre des militaires tutsi, ce qui continue de remettre en cause les équilibres ethniques issus de l'Accord d'Arusha au sein de cette institution et risque d'aboutir à une épuration de l'armée burundaise ;

Dénonçant la répression menée par les autorités dans les milieux étudiants suite aux protestations dans certaines universités contre la réforme du système de bourses universitaires et notamment la condamnation et l'emprisonnement de cinq représentants des étudiants de l'Université du Burundi ;

Condamnant fermement les récents appels aux viols et aux meurtres des opposant-e-s proférés par des membres de la ligue du parti au pouvoir, les *Imbonerakure*, dans différentes provinces du pays ; *Condamnant* également les crimes graves commis quotidiennement par cette milice sur l'ensemble du territoire et qui participent à faire régner de façon constante un climat d'insécurité et de violence dans le pays ; et *Demeurant préoccupé* des allégations faisant état de leur encadrement, entraînement paramilitaire, armement et utilisation comme supplétifs des services de sécurité ;

Condamnant également les graves crimes commis par des groupes armés non identifiés, notamment les assassinats ciblés, et qui participent également de l'escalade de la violence ;

Rappelant que la Commission a recommandé dans son rapport d'enquête paru en mai 2016 l'établissement de mécanismes d'enquête et de justice afin de tenir pour pénalement responsables les auteurs de violations des droits humains et que la Commission a autorisé dans sa Résolution CADHP/Rés.357 (LIX) 2016 la conduite d'une mission de suivi des recommandations formulées dans ce rapport ; *Dénonçant* l'impunité généralisée dans le pays et l'absence totale de mécanisme, au niveau national, permettant de mener des enquêtes indépendantes et impartiales, de poursuivre et condamner les auteurs des crimes commis et de fournir des réparations aux victimes ;

Dénonçant la répression continue exercée à l'encontre des défenseurs des droits humains ayant notamment mené aux gels des avoirs, à la suspension et/ou à la radiation des principales organisations de défense des droits humains dans le pays ; *Dénonçant* également les entraves à la liberté de la presse et l'accès à l'information et toutes les formes d'intimidation et d'attaques auxquelles sont soumis les journalistes au Burundi ;

Alarmé par la décision des autorités burundaises de créer une Commission chargée de proposer un projet de révision de la Constitution burundaise pouvant mener à la suppression de la limitation des mandats présidentiels ; et *Profondément préoccupé* par l'annonce, le 30 décembre 2016, de la possible candidature du président Nkurunziza à un quatrième mandat, qui pourrait mener à une escalade dramatique de la violence dans le pays ; *Rappelant* à cet effet que le Secrétaire général des Nations unies a indiqué dans son rapport de février 2017 sur le Burundi que « *l'adoption de révisions constitutionnelles allant à l'encontre de dispositions de l'Accord d'Arusha ferait courir le risque, dans les circonstances actuelles, de faire replonger le pays dans un conflit armé, avec des conséquences imprévisibles pour la région* » ;

Regrettant que la coopération avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme au Burundi demeure suspendue depuis le 11 octobre 2016, que les trois experts de l'EINUB soient toujours considérés comme *personae non gratae* et que le gouvernement du Burundi ait refusé l'accès au territoire burundais à la Commission d'enquête internationale mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies ;

Préoccupé par la détérioration dramatique de la situation socio-économique dans le pays, par le fait qu'environ trois millions de Burundais ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate et par la grave épidémie de paludisme à laquelle doit faire face la population ; *Rappelant* que plus de 410 000 personnes ont fui le pays depuis avril 2015 ;

Le Forum des ONG appelle la CADHP à adopter une Résolution qui :

Exhorte les autorités du Burundi à :

1. Mettre immédiatement un terme aux exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, actes de torture, violences sexuelles, arrestations et détentions arbitraires, et autres violations graves des droits humains ; mener, dans les plus brefs délais, des enquêtes indépendantes, impartiales et efficaces afin de traduire en justice les auteurs de ces crimes ;
2. Libérer toutes les personnes arbitrairement détenues notamment au secret et garantir leur intégrité physique ;
3. S'engager pleinement et immédiatement dans le processus de dialogue inter-burundais et garantir son effectivité et inclusivité en acceptant l'opposition politique et la société civile indépendantes comme interlocuteurs ;
4. Mettre un terme immédiat aux attaques, menaces, actes d'intimidation et de harcèlement, y compris judiciaire, à l'encontre des défenseurs des droits humains, et des journalistes ; et autoriser la reprise sans condition des activités de toutes les organisations de la société civile suspendues ainsi que le dégel de leurs comptes bancaires ;

5. Abandonner leur projet de révision constitutionnelle afin de garantir le respect de l'Accord d'Arusha ;
6. Coopérer avec l'Union africaine (UA) dans le déploiement au Burundi des observateurs des droits humains et experts militaires, conformément à la décision des chefs d'État et de gouvernement de l'UA prise à l'occasion de son 26ème sommet fin janvier 2016 ; et mettre un terme aux entraves à l'action de ceux déjà présents dans le pays ;
7. Mettre un terme à la suspension de la coopération avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme au Burundi et autoriser la reprise de ses activités sur l'ensemble du territoire burundais ;
8. Accepter le déploiement de la Commission d'enquête internationale mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies ;
9. Revenir sur leur décision de se retirer de la Cour pénale internationale.

Appelle l'Union africaine à :

1. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le déploiement immédiat de l'ensemble des observateurs des droits humains et experts militaires, conformément à la décision des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine prise à l'occasion de son 26ème sommet fin janvier 2016 ;
2. Adopter des sanctions à l'encontre des personnes et des groupes dont les actions et les propos contribuent à la persistance de la violence et entravent la recherche d'une solution pacifique à la crise ;
3. Prendre "toute mesure appropriée" à l'encontre du Burundi notamment sa suspension du Conseil de paix et de sécurité compte tenu des violations manifestes par le Burundi des principes et objectifs régissant cet organe de l'UA ;
4. Soutenir le processus de dialogue inter-burundais et tout mettre en œuvre pour garantir son inclusivité et efficacité ;
5. Mettre en œuvre des mesures efficaces de contrôle (*vetting*) des forces burundaises déployées dans toutes les opérations de maintien de la paix africaines ;

Appelle la Procureure de la Cour pénale internationale à :

1. Ouvrir d'ici à octobre 2017 une enquête sur les crimes commis au Burundi depuis avril 2015 qui relèveraient de la compétence de la Cour.

Fait a Niamey – 7 Mai, 2017

CRES/002/05/17: RESOLUTION PORTANT SUR LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN (see English version below)

Le forum des ONGS réuni en prélude à la 60^e session ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ;

Considérant les dispositions de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples et de la Démocratie des élections et de la gouvernance en Afrique ;

Préoccupé par de nombreuses arrestations et détentions arbitraires des manifestants, des défenseurs et des activistes et leurs conditions de détentions environ 200 lors de la crise anglophone;

Préoccupé par les actes de violences, abus et répression et de violations massives des droits humains lors des manifestations pacifiques des 08 et 10 novembre 2016 et depuis 21 novembre 2016 ;

Préoccupé par les disparitions ciblées récurrentes environ 8 des manifestants, les enlèvements et intimidations des défenseurs au Cameroun ;

Préoccupé par la dissolution des associations notamment le CACSC « *Consortium de la Société Civile Anglophone au Cameroun* » et la fermeture des radios : *cas de la Radio Hot Cocoa 94 FM's à Bamenda* et des organes de presse et suspension de la connexion internet durant 4 mois à partir du 17 janvier 2017 ;

Le forum des ONGS recommande à la Commission Africaine d'appeler le gouvernement Camerounais :

1. Accueillir de toute urgence une mission indépendante et internationale conduite par la CADHP d'établissement des faits au Cameroun afin de situer les responsabilités inhérentes aux atteintes aux libertés d'expressions, d'associations et des manifestations pacifiques et d'accès à l'information ainsi que les représailles à l'encontre des défenseurs et activistes;
2. D'accueillir une mission de la Rapporteuse Spéciale sur les défenseurs des droits de l'homme en Afrique, pour le suivi de la recommandation de la Résolution 281 adoptée à la 55^e session de la CADHP tenue en Angola du 28 Avril au 12 mai 2014, relative au droits des manifestations pacifiques ;
3. Libérer sans condition et sans délais, toutes les personnes arrêtés et détenus arbitrairement à cause lors de la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;

Lever la suspension des associations dissoutes et des organes de presse fermés notamment le CACSC « Consortium de la Société Civile Anglophone au Cameroun », le 17 janvier 2017, la Radio Hot Cocoa 94 FM's depuis le 10 janvier 2017;

4. Traduire devant une justice équitable, impartiale et neutre, tous les auteurs présumés des assassinats, de disparitions et d'actes d'abus et d'agressions excessives sur les manifestants lors de la crise ;

English version - RESOLUTION ON THE ANGLOPHONE CRISIS IN CAMEROON

The NGO Forum held in preparation for the 60th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR);

Considering the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights and on Democracy, Elections and Governance in Africa;

Concerned about the numerous arrests and arbitrary detentions of demonstrators, defenders and activists and their conditions of detention (about 200) during the Anglophone crisis;

Concerned about the acts of violence, abuse and repression and massive violations of human rights during the peaceful demonstrations on the 8th and 10th of November 2016 and since the 21st of November 2016;

Concerned about the recurring targeted disappearances of about 8 of the demonstrators, the kidnappings and intimidations of the defenders in Cameroon;

Concerned about the dissolution of the associations, namely the CACSC "*Consortium of the Anglophone Civil Society in Cameroon*"; the closure of the radio stations: Radio Hot Cocoa 94 FM's in Bamenda and press organs and the suspension of the internet connection for 4 months since the 17th of January 2017;

The NGO Forum recommends the African Commission to call on the Government of Cameroon to:

1. Host urgently an independent and international mission led by the ACHPR to establish the facts in Cameroon in order to identify the responsibilities related to the violations of freedom of expression, associations and peaceful assembly and access to information as well as the reprisals against defenders and activists;
2. Host a mission of the Special Rapporteur on human rights defenders in Africa to follow up on the recommendations of Resolution 281 adopted at the 55th session of

the ACHPR, held in Angola from the 28th of April to 12th of May 2014 , on the rights of peaceful assembly;

3. Release unconditionally and without delay all persons arbitrarily arrested and detained during the Anglophone crisis in the North-West and South-West regions;
4. Lift the suspension of dissolved associations and closed press organs, in particular the CACSC "Consortium of Anglophone Civil Society in Cameroon", on the 17th of January 2017, Radio Hot Cocoa 94 FM's since the 10th of January 2017;
5. Bring to fair, equitable and neutral justice all the alleged responsible for the killings, disappearances and acts of abuse and excessive attacks on demonstrators during the crisis.

Done in Niamey, Niger – 7th May, 2017

CRES/003/05/17: Resolution on the Human Rights Situation in Eastern Chad

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 60th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held at the Palais des Congres in Niamey, Niger from 4th -6th May 2017;

Considering the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights and other regional and international human rights instruments to which the Republic of Chad is a state party and therefore is legally bound to fully and effectively implement the provisions of these instruments, and respect and promote the human rights and fundamental freedoms set therein without discrimination on any ground;

Deeply concerned about the deteriorating human rights and humanitarian situation in Eastern Chad, in particular the situation in Dar Ouaddaï and Dar Sila where low-intensity, yet protracted inter-tribal fighting that pits nomad camel herders and sedentary farmers is reported with serious effects on human lives and livelihoods;

Noting with concern the attack perpetuated by the nomad camel herders on 10 December 2016 against Tiré locality near Abeché, capital of Ouaddaï region, where seven Ouaddaïen farmers were killed and eighteen others were injured;

Gravely concerned that local efforts for reconciliation and conflict resolution are ignored by the nomad camel herders such as the reconciliation conference held on 23rd and 24th February 2017 and that following the failure of these attempt there are disturbing reports about military build-up and mobilization of combatants by the nomads coupled with threats to the sedentary farmers to abandon their farms and leave their homeland;

The NGOs Forum calls upon the 60th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights to:

1. Urge the Government of Chad to fully comply with its obligations under the AU Constitutive Act, the African Charter on Human and Peoples' Rights, the UN Charter and all regional and international human rights treaties to which the Republic of Chad is a state party and to ensure that all persons within its territory enjoy the rights enshrined therein without discrimination on any ground.
2. Commend the Government of Chad for its efforts to improve security in Eastern Chad, notably by implementing provisions of the UN Security Council 1923/2010 of 25 May 2010 such as the deployment of the *Détachement Intégré de Sécurité* (DIS), the strengthening of judicial and penal systems and the revival of local conflict

resolution mechanisms.

3. Condemn in the strongest terms the attack against Tiré locality on 10 December 2016 and the killing and injury of 25 sedentary farmers as well as the destruction of their farms and properties.
4. Call on the African Union Peace and Security Council and the United Nations Security Council to pay close attention to the situation in Eastern Chad and to take all the necessary measures to ensure that the inter-tribal violence does not escalate into a full-blown armed conflict between the pastoralists and sedentary farmers.
5. Call on the Government of Chad to take more robust measures to protect the lives, farms and properties of the civilian populations in Eastern Chad and to implement strategies to address the root causes of inter-tribal conflicts in the region.
6. Call on the Government of Chad to arrest and persecute all individuals involved in the attack against Tiré locality on 10 December 2016 and all other persons accused of committing inter-tribal crimes in Ouaddaï region.

Done in Niamey, Niger - 6th May 2017

CRES/004/05/17: Résolution sur la situation en République Démocratique du Congo

Le Forum des ONG, réuni à l'occasion de la 60ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (la Commission), à Niamey, au Niger

Déplorant l'enlisement du processus de dialogue politique et la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016, ayant pour objectif de conduire le pays vers des élections générales d'ici à la fin 2017 de manière apaisée ;

Extrêmement préoccupé par la grave détérioration de la situation politique, sécuritaire et des droits humains en République démocratique du Congo (RDC), caractérisée par une intensification des violences et des violations des droits humains commises par différents groupes armés, une répression par les forces de défense et de sécurité dans de nombreuses provinces du pays, et laissant craindre un embrasement général ;

Profondément préoccupé par les flambées de violences et les massacres de populations civiles commis dans plusieurs provinces de l'est de la RDC et celles des Kasais ces derniers mois, ayant déjà fait des centaines de victimes civiles, dont des assassinats, des enlèvements, le recrutement d'enfants soldats, des actes de violence sexuelle et des pillages et incendies de plusieurs dizaines de villages. Condamnant fermement ces graves violations des droits humains et du droit international humanitaire perpétrées par des groupes armés, des milices locales et les forces armées de RDC lors d'affrontements.

Déplorant l'absence d'enquêtes et procédures judiciaires effectives et transparentes visant à faire la lumière sur toutes ces violations et à en établir les responsabilités ;

Profondément préoccupé par la répression continue de la part des forces de sécurité et des autorités, à l'encontre des voix contestataires et des acteurs engagés en faveur du respect des principes démocratiques, de l'État de droit et des droits humains dans le pays, ainsi que par le rétrécissement accru de l'espace démocratique caractérisé par les nombreuses atteintes aux libertés d'association, de réunion, et de la presse et des médias.

Rappelant que la Commission et ses mécanismes spéciaux ont adopté plusieurs communiqué de presse, résolutions et actions concernant les violations des droits humains et les restrictions contre la société civile de la part du gouvernement, des FARDC et des autres groupes armés actifs sur le territoire congolais ;

Rappelant la mobilisation de la communauté internationale, et notamment des Nations unies dont le Conseil de sécurité a, le 31 mars 2017, renouvelé le mandat de la MONUSCO, le recentrant sur la protection des civils et l'accompagnement de la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre, notamment en permettant à des troupes spécialisées de

la MONUSCO de mener des opérations sur l'ensemble du territoire congolais. Soulignant que ce mandat prévoit une adaptation de la force et une stratégie de sortie, uniquement si l'accord politique du 31 décembre 2016 est appliqué et respecté ;

Le Forum des ONG appelle la Commission à adopter une Résolution

Exhortant les autorités congolaises à :

1. Mettre en œuvre l'intégralité des dispositions de l'accord politique conclu le 31 décembre 2016, notamment les mesures de décrispations et de confiance, la signature de l'accord par le président Kabila et la tenue de l'élection présidentielle dans les délais prévus ;
2. Faire toute la lumière sur les violences et graves violations des droits humains commises ces derniers mois, en identifier les présumés responsables afin de les poursuivre dans le cadre de procédures judiciaires indépendantes, équitables et transparentes devant les juridictions compétentes et ainsi rendre justice aux victimes ;
3. Mettre un terme aux poursuites et/ou libérer tous les défenseurs des droits humains, les activistes des mouvements citoyens et les opposants politiques arbitrairement détenus ;
4. Garantir le respect des libertés fondamentales, et notamment des libertés d'association, de réunion, de la presse et des médias, à cesser tout acte d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des journalistes et à mettre fin aux restrictions qui pèsent sur des organes de presse nationaux et internationaux ;

Appelant l'Union africaine à :

5. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre et au respect de l'accord politique du 31 décembre 2016 et aux conditions d'un dialogue politique inclusif et efficace entre les autorités congolaises, l'opposition politique et la société civile ;
6. Adopter des sanctions à l'encontre des personnes et des groupes dont les agissements et les propos contribuent à la persistance de la violence et entravent la poursuite d'un processus politique apaisé devant aboutir à la tenue des élections générales en décembre 2017 ;

Décidant

1. La tenue d'une mission de documentation en République démocratique du Congo composées de la commissaire en charge de la situation en RDC et des rapporteurs spéciaux pertinents afin de déterminer la nature et l'ampleur des violations des droits de la Charte et les principaux responsables et qui devrait donner lieu à un rapport public conformément à son mandat ;

Fait a Niamey – 7 Mai, 2017

CRES005/05/17-RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN ERITREA

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 60th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held at the Palais des Congres in Niamey, Niger from 4th -6th May 2017;

Recalling the mandate of the African Commission on Human and Peoples' Rights to hold States to account regarding the promotion and protection of human and peoples' rights in Africa, under the African Charter on Human and Peoples' Rights,

Further recalling the obligations of the State of Eritrea under the African Charter and other relevant regional and international human rights instruments ratified by Eritrea;

Concerned that since its ascension to the African Charter on Human and Peoples' Rights in 1999, Eritrea has not complied with its obligation to submit periodic reports to the African Commission as required under Article 62 of the Charter;

Deeply disappointed by the failure of the Government of Eritrea to comply with the decision of the African Commission in Communication No. 250/2002 and in which the African Commission recommended the immediate release of 11 former government officials detained since September 2001;

Further disappointed by the failure of the Government of Eritrea to comply with the decision of the African Commission in Communication No. 275/2003 and in which the African Commission recommended either the release or the speedy and fair trial of 18 journalists detained since September 2001;

Considering the African Commission's decision in Communication 428/12- Dawit Isaak v. Eritrea and in which the African Commission requested for the release of journalist Dawit Isaak, winner of the 2017 UNESCO/Guillermo Cano World Press Freedom Prize, and all his colleagues from the above communication 275/2003 and to report back to the African Commission on implementation of the decision within 180 days, according to Rule 112(2) of the Commission's Rule of Procedure and the imminent lapse of this time limit on 20 May 2017;

Considering that the African Commission has repeatedly called on the Government of Eritrea to comply with its decisions, including most recently in Resolution 207 on the General Human Rights Situation in Africa and Resolution 91 on the Human Rights Situation in Eritrea;

Taking note of the concluding recommendations by the African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child (ACERWC) on the State of Eritrea's report on the status of implementation of the African Charter on the Rights and Welfare of the Child of January 2017 and the concerns expressed by the Committee;

Welcoming the report and findings of the United Nations Commission of Inquiry on Human Rights of Eritrea and deeply concerned about the reported systematic, widespread and gross human rights violations that have been and are being committed by the Government of Eritrea in a climate of generalized impunity;

Express deep concern at the ongoing forced evictions of tribes in West Eritrea. This undermines their right to property and is a violation of Article 19 of the African Charter;

Taking note of the United Nations Commission of Inquiry on Human Rights of Eritrea's recommendation to the African Union to establish an accountability mechanism to investigate, prosecute and try individuals reasonably believed to have committed crimes against humanity.

Further welcoming the United Nations Human Rights Council Resolution, A/HRC/RES/32/24 encouraging the African Union to follow up on the report and recommendations of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea by establishing an investigation with a view to examining and bringing to justice those responsible for violations and abuses of human rights identified by the commission of inquiry, including any that may amount to a crime against humanity;

Calls on the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) to:

1. Call on Government of Eritrea to ensure due process of law for persons arrested and detained, in accordance with regional and international standards;
2. Call on Government of Eritrea to release persons arrested and detained without charge, especially those in detention for an excessively long period of time in

violation of provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights and other international human rights instruments;

3. Call on the Government of Eritrea to put an immediate stop to the practice of incommunicado detention, which can amount to torture;
4. Call on the Government of Eritrea to give effect to freedom of expression, a fundamental human right human right by allowing a free press in Eritrea;
5. Call on the Government of Eritrea to ensure that victims of the above violations and their families obtain full and adequate redress, including restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction and guarantees of non-repetition;
6. Call for the referral of Eritrea to the African Union Executive Council for the consistent failure to comply with the decisions and recommendations of the African Commission.
7. Urge the African Union Peace and Security Council to constantly place Eritrea on its agenda and periodically review the situation of human rights in the country;
8. Urge the African Union to implement the recommendations of the United Nations Commission of Inquiry on Eritrea

Done in Niamey, Niger - 6 May 2017

CRES/006/5/17 - Resolution on the Human Rights Situation in Sudan

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 60th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held at the Palais des Congres in Niamey, Niger from 4th -6th May 2017;

Considering the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights and other regional and international human rights instruments to which the Sudan is a state party and there legally bound to fully and effectively implement the provisions of these instruments, and respect and promote the human rights and fundamental freedoms set therein without discrimination on any ground;

Appreciating efforts of the African Commission on Human and Peoples' Rights to address the situation in Sudan and recalling in this regard previous missions conducted by the Commission to Sudan in 2004, 2009 and 2015 as well as the resolutions on the situation of human and peoples' rights in the country since its 35th Ordinary Session held in Banjul in May – June 2004;

Noting the unwillingness of the Government of Sudan to implement the Commission's recommendations and Concluding Observations, including on Sudan's Third Periodic Report as well as past decisions in which the Commission, *inter alia*, requested Sudan to improve the human rights situation in the country, abolish practices that violate the absolute prohibition of torture, cruel, inhuman or degrading punishment and treatment such as corporal punishment, and effectively investigate and prosecute those responsible for serious human rights violations including arbitrary detention and torture;

Deeply concerned that serious international crimes are taking place in Darfur, South Kordofan and Blue Nile states and that authentic reports indicated the repeated use of chemical weapons by the Government of Sudan against civilian populations in Jebel Marra area in Darfur since 2015

Welcoming regional and international efforts to combat impunity and to uphold justice to the victims, particularly the decision of the International Criminal Court to hold accountable individuals accused of planning, executing, condoning or encouraging the commission of war crimes, crimes against humanity and genocide in Darfur;

Alarmed by the deteriorating situation of human and peoples' rights in Sudan, in particular extra-judicial killings, arbitrary and incommunicado detention without judicial review, torture and ill-treatment of political detainees, students and pro-democracy activists and human rights defenders; the curtailment of the freedoms of expression, press and media as

well as restrictions on freedom of association and assembly, violent suppression of public rallies and the dismantling of independent civil society; the application of corporal punishments, the demolishing of Churches and Christian places of worship and increasing restrictions on the rights of religious minorities in the country;

Strongly condemn serious international crimes, including indiscriminate and targeted military attacks and aerial bombardment of civilian areas and the destruction of habitats, health facilities, schools, places of worship, the killing and wounding of thousands of civilians; the collective punishment and mass forced displacement of villagers and communities from which the armed opposition groups are believed to originate; arbitrary and unacknowledged detentions, extra-judicial executions torture and sexual violence; and the continued obstruction of humanitarian assistance in Darfur, South Kordofan and Blue Nile states;

The NGOs Forum calls upon the 60th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights to:

1. Urge the Government of Sudan to comply with its obligations under the AU Constitutive Act, the African Charter on Human and Peoples' Rights, the UN Charter and all other regional and international human rights treaties to which Sudan is a state party;
2. Call on the Government of Sudan to implement decisions and recommendations adopted by the Commission, in particular to repeal Article 52 of the National Security Act and all other laws that confer immunity on state officials for violations of human rights and international humanitarian law, to criminalize torture and all forms of violence against women including corporal punishment as practiced under the notorious Public Order Regime.
3. Further urge the Government of Sudan to cease all violations of human rights and fundamental freedoms, including arbitrary arrests and detention, extra-judicial killings, torture and ill-treatment of detainees and uphold the freedoms of expression, assembly and association as well as the freedom of the press and media and guarantee the freedom of religion and conscience.
4. Condemn the destruction and seizure of Christian places of worship and the harassment, persecution and targeting of Christian Priests and Leaders, including the killing of Elder Younan Abdullah of Bahri Evangelical Church on 3rd April 2017, while he was defending women in the premises of the Evangelical School of Sudan in Omdurman.

5. Condemn in the strongest terms the grave violations of international human rights and humanitarian law in Darfur, Southern Kordofan and Blue Nile, including the reports of the use of chemical weapons in Darfur since January 2016, the continued indiscriminate aerial bombardments of civilian areas, farms and instantiations and ground attacks by army and allied militia, as well as the continued blockade of humanitarian aid.
6. Condemn the Government's decision to dismantle settlements in which the internally displaced persons currently live and its attempts to prevent newly displaced persons to join the existing settlements thus depriving them of any humanitarian assistance.
7. Call on the African Union Peace and Security Council and United Nations Security Council to join hands with the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW) to further investigate reports of the use of chemical weapons in Darfur and make their findings public.
8. Call on the Government of Sudan to ensure that all persons held in its custody for political reasons, including the armed conflict in Darfur, Southern Kordofan and the Blue Nile States are brought before Courts of law and allowed unhindered access to family members, Lawyers of their choice and to medical care as well as releasing all persons held without judicial review.
9. Call on the Government of Sudan to release all human rights defenders held without conviction or trial, including Dr. Mudawi Ibrahim Adam who has been illegally held captive by the National Intelligence and Security Service since December 2016 as well as Mr. Hafiz Idriss and four other human rights defenders from Darfur.
10. Urge the Government of Sudan to stop all forms of harassment against independent civil society organizations, to reverse its decisions to close independent human rights NGOs and research institutions and allow such groups to work freely without interference and to ensure the safety and security of their members and staff.
11. Urge all AU member states to continue their efforts in combating impunity and to expand regional coordination to apprehend and hand over all individuals accused by the International Criminal Court (ICC) of committing war crimes, crimes against humanity and genocide in Darfur.

Done in Niamey, Niger – 6th May, 2017